

page 5

éditorial

PRE

On cite aujourd’hui couramment l’Arctique comme un champ stratégique neuf et prometteur. Neuf : pas tout à fait. Un peu marginal dans les représentations stratégiques des puissances majeures d’Europe occidentale, cet espace eut joué un rôle décisif dans un affrontement Est-Ouest. Sortie majeure des Soviétiques pour gagner l’Atlantique, lieu de stockage et passage essentiel de leurs moyens nucléaires, la Baltique et l’aire arctique étaient et restent un débouché majeur de la puissance terrestre russe, tout comme le lieu de son blocage.

Au-delà de cette dimension stratégique traditionnelle, la modernité énergétique, climatique, et juridique, dessine de manière un peu différente cette zone, ainsi que le décrit le dossier qui lui est ici consacré. Les réserves énergétiques non encore exploitées réévaluent son intérêt économique, ranimant au passage quelques questions de souveraineté. Questions qui n’emportent pas d’antagonisme fondamental, mais donnent lieu à d’intéressants exercices appliqués du droit de la mer défini au début des années 1980 – par exemple à travers les demandes d’extension des plateaux continentaux nationaux.

Le réchauffement climatique spectaculaire du Grand Nord ouvre également de nouvelles perspectives. On a beaucoup fantasmé sur les possibilités économiques et commerciales que dégagerait une fonte des glaces pérenne, ouvrant de nouvelles voies de communication, en particulier entre l’Asie et l’Europe. Pour l’heure, les difficultés lestent les rêves. Il faudrait s’entendre sur la gestion de ces routes – revendiquées comme nationales par certains, comme passages internationaux par d’autres ; il faudrait que soit prouvé le gain financier de ce passage, encore très complexe et coûteux ; enfin, que la route soit praticable sans risque disproportionné pour l’environnement, que la région se dote d’un réseau de secours au prix sans doute disproportionné. Mais le débat est ouvert pour l’avenir.

L’Arctique serait-il un lieu d’affrontement *soft* ? Les défis sont multiples, et parfois durs, comme le montrent les jeux de démonstration russes et atlantiques, et le renforcement des budgets et moyens de défense de plusieurs riverains. Mais le degré de confrontation demeure maîtrisé, et la région développe des procédures de dialogue qui paraîtraient presque exotiques en un temps où le choc des armes domine le chuchotis des diplomates. S’il n’est pas question d’internationaliser l’aire arctique, de la « geler » à l’exemple de sa sœur Antarctique, l’existence même du Conseil de l’Arctique, instance de dialogue, de concertation, très dépourvue des moyens traditionnels de s’imposer, mais où chacun entend siéger (jusqu’à l’Union européenne), montre qu’une gouvernance peut aussi se construire sur des « moyens faibles ».

Carrefour des problématiques du temps (militaires, énergétiques, de passage commercial, de négociation), l'espace arctique et son sous-système baltique constituent à la fois une zone à observer de près en raison de ses enjeux, et l'ébauche d'un modèle qui préserverait les références, et l'efficacité, d'un multilatéralisme tempéré dont le monde semble oublier le goût au profit des rogues rapports de puissance.

\*\*\*

Autre région, autre modèle : le golfe Arabo-Persique, et plus généralement le Levant, offre aujourd'hui l'image d'un champ de rivalités de puissances sans mécanisme régulateur, ni interne ni externe.

Les puissances extérieures sont aujourd'hui décrédibilisées, ou impuissantes à prendre en charge les sorties de crise : très intervenantes avant-hier au service d'intérêts réels ou supposés (Irak, Libye...), hier intervenantes brouillonnes (Syrie) ou réticentes (contre Daech), largement inaudibles dans les mécanismes formels de négociation (Israël/Palestine, Syrie, Irak...). Les puissances traditionnelles reviendront, elles sont nécessaires pour tout règlement dans la durée, mais leur relative absence pèse lourd. Le jeu militaire de Moscou ne lui donne pas les cartes du règlement politique. Quant à la présence asiatique (Chine, Japon, Inde), elle aura demain son poids, mais est aujourd'hui trop fraîche, trop distante, pour être décisive.

Les puissances régionales ont donc la main. L'Iran, « la puissance aux multiples capitales » – que lui a livrées la politique américaine ; la Turquie, et son incontestable pouvoir perturbateur, elle qui un temps rêva d'un pouvoir organisateur de la région ; l'Arabie Saoudite, obsédée par l'irrépressible ascension de Téhéran, et qui déboule dans le jeu régional de manière mal maîtrisée ; Israël, qui campe sur la somme de ses tactiques, sans stratégie sauf, aussi, son obsession anti-iranienne ; l'Égypte, pour l'heure aux abonnés diplomatiques absents, dans la roue de ses financeurs, mais qui demain redressera la tête et reprendra son rôle historique.

La crise actuelle avec le Qatar, que suivent plusieurs articles de cette livraison, ne dégénérera sans doute pas gravement : nul acteur n'y a intérêt, local ou global. Mais elle nous rappelle, après le paisible Arctique – de manière superfétatoire – la diversité du monde, et la rémanence et le poids des instruments de la puissance brute. Au Moyen-Orient, région qui demeure stratégique à plusieurs égards (approvisionnements énergétiques européens et asiatiques, proximité géographique du Vieux Continent, dynamiques migratoires, conflits ouverts, États écroulés...), s'exercent forces et contre-forces incapables de s'équilibrer, hors de tout

cadre crédible de négociation, local ou global. Il est urgent de réinventer ces cadres de dialogue et de reconstruction ; avec les acteurs locaux, avec les puissances extérieures sans aucun doute. Et dans des cadres nouveaux, prenant en charge l'esprit du temps plus que les habitudes héritées du passé.

\*\*\*

En Europe, l'affaire de l'automne – après l'interminable feuilleton français –, est le résultat des législatives allemandes. Le quatrième sacre d'Angela Merkel est quasi certain, ce qui ne dissipe pas le doute pour le lendemain. Quelle coalition pourra être constituée ? Quelle sortie imaginer pour la chancelière aux quatre couronnes, qui déterminera largement son autonomie de décision ? Quels choix européens ?

On sait que le *revival* du projet européen qui, contre toute attente, a suivi le Brexit, dépend, pour sa concrétisation, avant tout de la France, de l'Allemagne, et de leur entente. Cette entente dépend, elle, de l'évolution de la situation intérieure – économique et politique – en France, des marges de manœuvre dont disposera la chancelière, et des mouvements que les deux capitales feront l'une vers l'autre. Ceci, surtout sur des points d'achoppement que dissimulent les discours lénifiants ou conciliants : la Grèce et ses échéances de 2018 qui posent, sur le fond, le problème de la gestion des dettes ; la gouvernance de la zone euro : Paris propose d'avancer institutionnellement, sans que soit résolue la question de la divergence des politiques économiques ; les relations avec la Russie, largement otages outre-Rhin des oppositions politiques internes, et que seul un mouvement conjoint pourrait dégeler – ce qui est urgent pour l'Europe entière ; la défense européenne : chacun veut aller de l'avant, et on peut certes rapprocher appareils militaires et industriels, mais jusqu'où si les visions stratégiques restent profondément étrangères l'une à l'autre ? Le temps des déclarations d'amour s'use, il faut des preuves d'amour.

politique étrangère

# politique étrangère



## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2017

#### ► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

#### ► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	■ 23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	■ 20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>  
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com)

